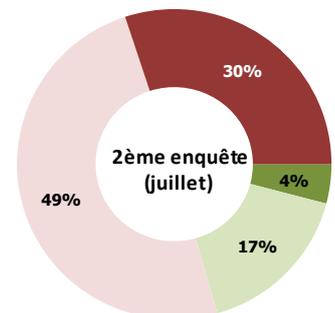
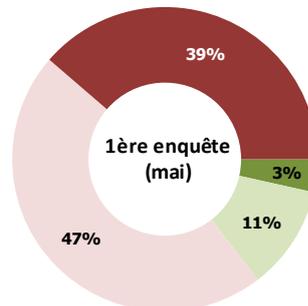
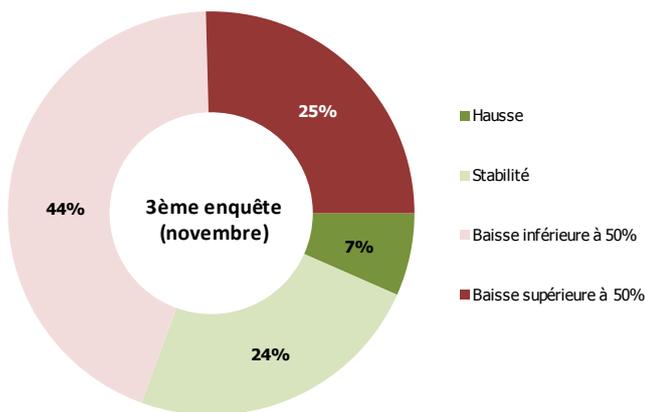




## Troisième enquête : Vers une lente convalescence ?

2020 : une année dégradée pour les deux tiers des entreprises

Estimation du chiffre d'affaires 2020 par rapport à la normale

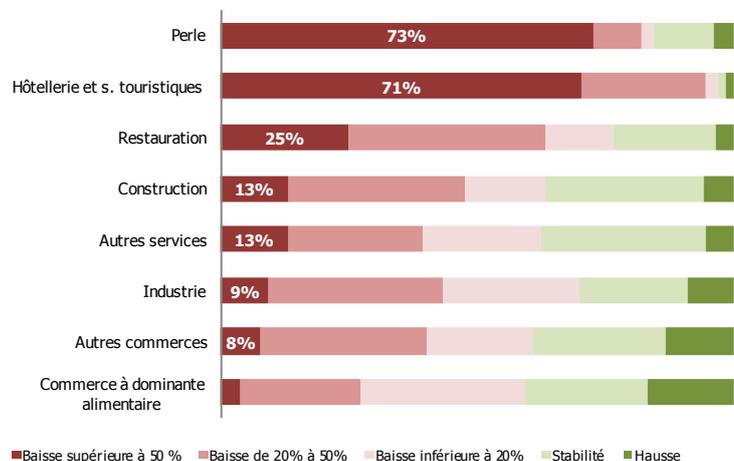


Alors que l'année 2020 touche à sa fin, plus des deux tiers des entreprises estiment qu'elles vont enregistrer un chiffre d'affaires inférieur à celui attendu pour une année normale.

Néanmoins, la reprise de l'activité a permis une révision à la hausse des prévisions des entreprises. En effet, par rapport au mois de mai dernier, **elles sont deux fois plus nombreuses à envisager une stabilisation, voire une progression de leur chiffre d'affaires pour 2020.**

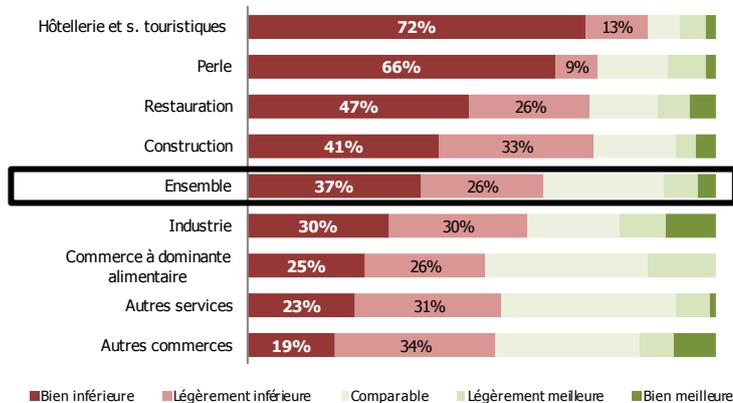
Privées de visiteurs pendant plusieurs mois, **les trois quarts des entreprises du secteur de l'hôtellerie et des services touristiques s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires de plus de 50 %.**

Estimation du chiffre d'affaires par rapport à la normale

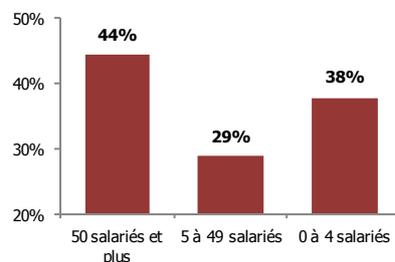


## Des trésoreries mises à mal

### Impact du Covid-19 sur la trésorerie des entreprises en novembre par rapport à la normale



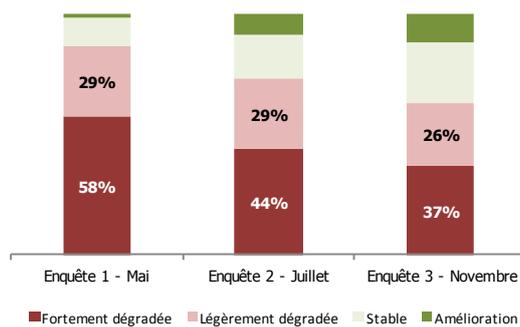
### Forte dégradation de la trésorerie



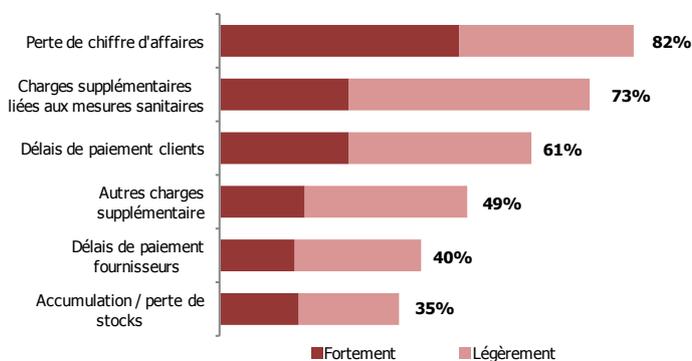
**À la fin du mois de novembre, 37 % des entreprises constatent une forte dégradation de leur trésorerie.** Cette évolution est particulièrement marquée pour celles employant plus de 50 salariés.

Cependant, au fil des trois enquêtes menées par le CEROM, **la situation de trésorerie de certaines entreprises s'est améliorée.** Si, au sortir du confinement, 9 entreprises sur 10 jugeaient que leurs trésoreries étaient dégradées, elles étaient 7 sur 10 dans cette situation en juillet puis 6 sur 10 à la fin du mois de novembre.

### Évolution de la situation de trésorerie des entreprises



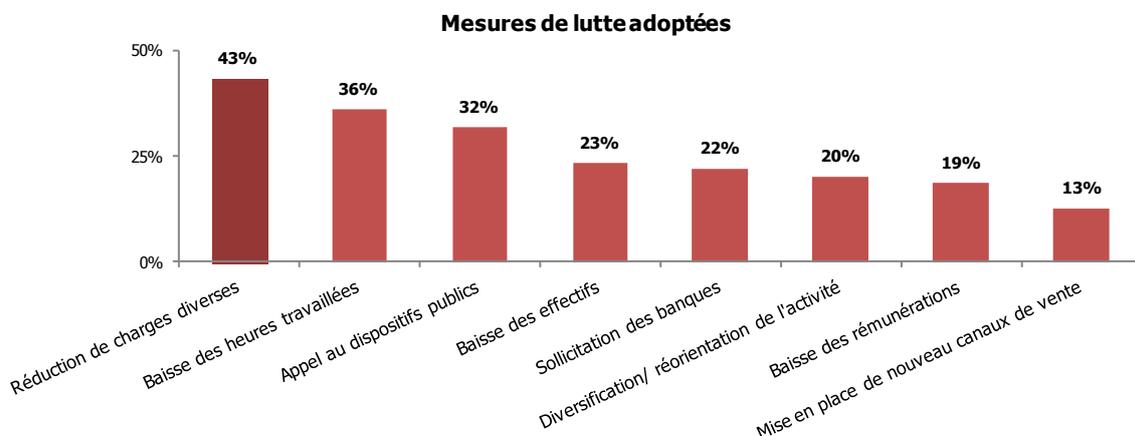
### Facteurs de la dégradation de la trésorerie



La baisse de chiffre d'affaires a eu un impact négatif sur la trésorerie de 8 entreprises sur 10.

Afin de suivre les recommandations des autorités publiques et de s'assurer d'une reprise d'activité dans de bonnes conditions, les mesures sanitaires (fourniture de masques, réaménagement des espaces de travail...) ont pesé sur la trésorerie des trois quarts des entreprises.

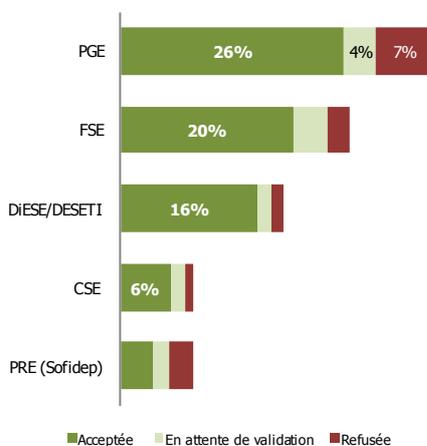
## Les leviers de résilience



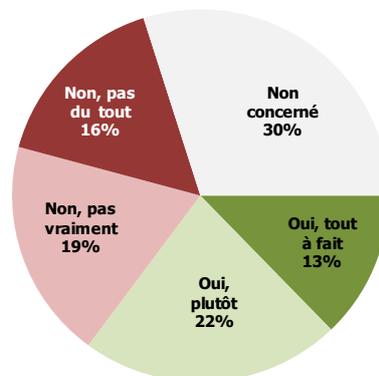
Dans un environnement dégradé et incertain, les entreprises ont limité leurs dépenses, notamment de personnel, via une réduction des heures travaillées, voire des effectifs. Elles ont également sollicité un soutien financier auprès des banques pour 22 % d'entre elles et des pouvoirs publics (32 %), dans le cadre de mécanismes *ad hoc*.

## Les réponses aux besoins de financement

### Demandes d'accès aux dispositifs publics



### Les entreprises estiment-elles avoir reçu les financements nécessaires pour faire face à la crise ?



Distribué par les banques avec la garantie de l'État, **le PGE a été accordé à 1 entreprise polynésienne sur 4.**

Malgré la reprise d'activité progressive, les mécanismes d'aide au maintien de l'emploi restent essentiels dans certains secteurs. Ainsi 7 entreprises sur 10 du secteur de l'hôtellerie et des services touristiques ont bénéficié du DIESE ou du DESETI.

**Plus d'un tiers des entreprises polynésiennes jugent avoir eu accès à un financement suffisant pour faire face à la crise.** À l'inverse, 16 % d'entre elles estiment que les outils à leur disposition ne sont pas du tout adaptés.

**PGE** : Prêt Garanti par l'État

**FSE** : Fonds de solidarité de l'État

**DIESE** : Dispositif Exceptionnel de Sécurisation de l'Emploi

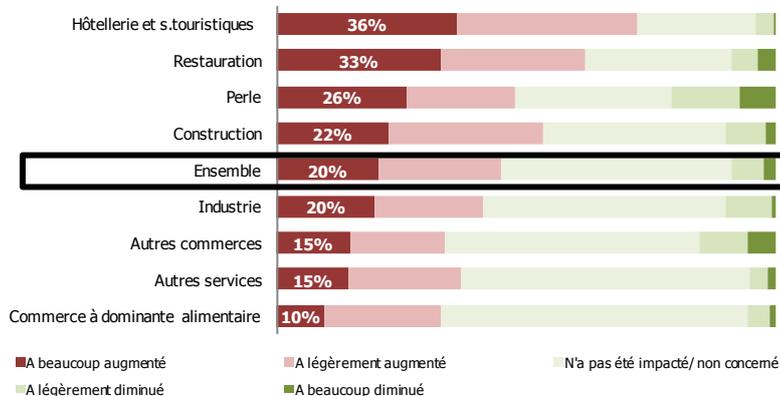
**DESETI** : Dispositif Exceptionnel de Sauvegarde de l'Emploi des Travailleurs Indépendants

**CSE** : Convention de Soutien à l'Emploi

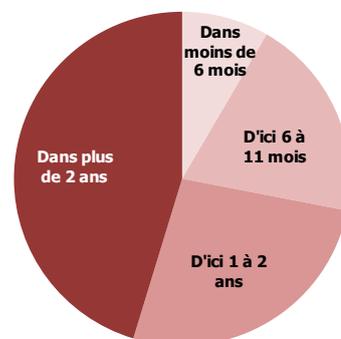
**PRE Sofidep** : Prêt à la Relance d'Entreprise

## Un recours hétérogène à l'endettement

### Évolution de l'endettement durant la crise du Covid-19



### Délais de résorption de l'endettement supplémentaire

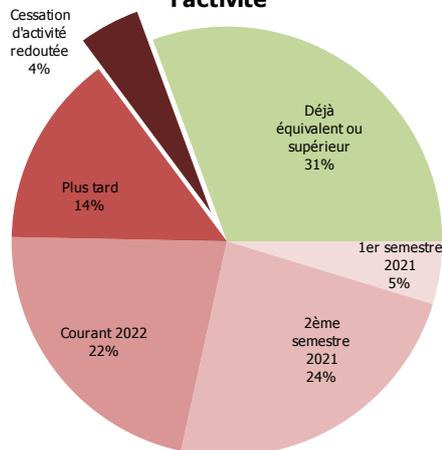


Depuis le début de la crise de Covid-19, 45 % des entreprises ont vu leur endettement augmenter. Cette évolution est forte pour 20 % d'entre elles et variable selon les secteurs d'activité.

Le recours à ces emprunts engage la plupart des souscripteurs sur plusieurs années. Ainsi, **45 % des entreprises n'envisagent pas de rembourser cet endettement supplémentaire avant au moins deux ans.**

## Vers un retour à la normale ?

### Prévision de retour à la normale de l'activité



Huit mois après le début du confinement, **1 entreprise sur 3 a maintenu ou a retrouvé un niveau d'activité équivalent ou supérieur à la normale.** À la fin de l'année 2021, cette proportion pourrait atteindre les 60 %.

**A contrario, 18 % des entreprises n'envisagent pas un retour à la normale avant 2023.**

### MÉTHODOLOGIE

L'enquête a été réalisée sous forme d'un questionnaire en ligne adressé par mail à une base de 2 400 entreprises de toutes tailles, issues de différents secteurs d'activité, hors administrations et affiliés. La collecte s'est déroulée entre le 25 novembre et le 10 décembre 2020. Le taux de réponse final s'est élevé à 33 %, soit 784 entreprises répondantes.

Les secteurs ont été distingués comme suit : secteur primaire non pericole (agriculture, pêche, élevage, aquaculture), perle (perliculture et commerce de perles), construction, industries (agro-alimentaire et autre industrie), commerce alimentaire, autres commerces hors perle (inclut les activités de commerce et réparation automobile), hôtellerie et services touristiques (agences de voyages, loisirs touristiques, transport touristique), restauration, autres services (y compris transport non touristique).

NB : La faible taille de la base de répondants pour le secteur primaire non pericole ne permet pas la présentation de statistiques spécifiques.